

Une politique de développement culturel

Brigitte Haentjens

Number 19, December 1981, January 1982

La culture populaire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43676ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, B. (1981). Une politique de développement culturel. *Liaison*, (19), 13–36.

• Entre la culture de masse et la culture d'élite

Une politique de développement culturel

par Brigitte Haentjens

Pour une politique de développement culturel, tel est le titre d'un document passionnant publié par l'UQAM en réponse au Livre Vert sur le loisir au Québec.

Si certaines de ses pages répondent spécifiquement à des situations québécoises, il n'en demeure pas moins que ce document pose des questions essentielles et universelles sur le loisir, la culture, la politique — ou l'absence de politique — culturelle, le rôle de l'Etat et de l'industrie, l'importance de la formation chez les animateurs culturels.

Je voudrais juste ici, transmettre quelques réflexions à partir de ce document, quelques pistes à méditer ou à creuser: je crois en effet que nous sommes, en Ontario, de plus en plus confrontés à ces questions, à une heure où on nous parle sans cesse de rentabilité, à une heure où les acheteurs de spectacle de la province se réfèrent de plus en plus à ce seul critère qui leur sert de caution pour décider, à la place de la population de CE QUI EST POPULAIRE ET DE CE QUI NE L'EST PAS. (Ah, si nos troupes avaient des vedettes qu'on voit à la télévision, ça irait tellement mieux, n'est-ce pas?)

DEFINIR LE LOISIR DANS UNE CONCEPTION HISTORIQUE ET SOCIALE

Le document redéfinit la notion de loisir, en soulignant l'importance de situer le loisir dans un contexte plus large, à la fois historique et social:

La possibilité de temps libre/loisir pour l'ensemble de la population, c'est une réalité historique relativement récente. Auparavant, et ce pendant des siècles, cette possibilité était réservée à une couche

infime de la population, à une élite féodale puis à une élite bourgeoise et/ou professionnelle.

Le loisir n'est pas une réalité autonome qui pourrait être définie en elle-même, mais un phénomène indissociable d'un contexte social: on ne peut en effet séparer temps libre/temps de travail, puisque les deux mondes, celui du travail et celui du loisir, sont très proches, unis, et parfois même identiques sous certains rapports.

LE TEMPS LIBRE PRIS EN MAIN PAR L'INDUSTRIE ET L'ÉTAT

La prise en main du temps libre par l'industrie du loisir et du spectacle s'est considérablement développée dans les dernières décennies: L'économie de marché veut une plus grande productivité du travailleur mais en même temps elle transforme le loisir en objet de consommation et d'aliénation pour le même travailleur et devient par là même la cause du déclin de la productivité économique et sociale.

On assiste par ailleurs, à des initiatives de plus en plus nombreuses qui visent à la prise en charge, par le

peuple, de son développement culturel, voie alternative entre la CULTURE D'ÉLITE et la CULTURE DE MASSE.

L'effervescence du théâtre communautaire, en Ontario, est un témoin très actif de cette volonté de prise en charge.

L'intervention de l'Etat:

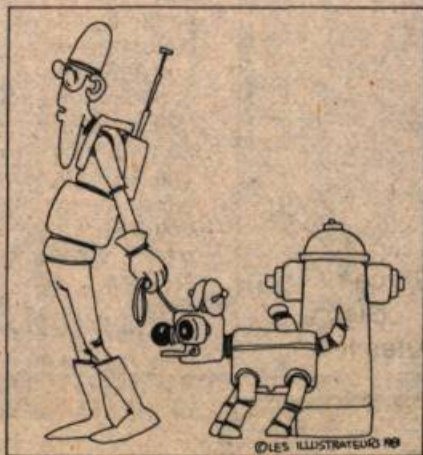
Si l'Etat n'a pas de politique culturelle claire, cela revient le plus souvent à favoriser l'action de l'industrie du loisir et du spectacle. Quand l'intervention de l'Etat se manifeste, c'est le plus souvent pour créer des activités qui sont une fin en soi, ou encore pour s'occuper exclusivement d'une stratégie de diffusion, de rentabilisation du produit culturel.

POUR UNE POLITIQUE CULTURELLE CONCRÈTE

Pour définir une politique culturelle concrète, il importe de saisir le rapport nécessaire entre temps libre/temps de travail d'une part, mais aussi le rapport entre ces deux phénomènes et le phénomène de la culture; et, réduire le développement culturel dans le cadre de la problématique étroite des loisirs à la catégorie loisirs socio-culturels; placer en quelque sorte le culturel à côté des catégories sports, tourisme etc... c'est passer tout à fait à côté du rôle social organique de la culture.

Que serait donc cette politique culturelle: elle devrait, selon le document, avoir comme objectif principal de développer un état d'esprit nouveau visant à libérer l'initiative populaire, la capacité psychologique et morale d'une population à se prendre en charge elle-même. Autrement dit, il n'y aurait pas de politique culturelle sans une volonté, de la part de l'Etat — ou des organismes publics — de défaire les liens de dépendance des citoyens vis-à-vis des loisirs de masse et vis-à-vis de l'Etat.

SUITE À LA PAGE 36



Si une image vaut mille mots...

SUITE DE LA PAGE 11

Cinésources a produit cet été une série d'émissions, en collaboration avec un câblodiffuseur de la région d'Ottawa dans le cadre d'un programme du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, avec quatre organismes communautaires de la région d'Ottawa.

Cinésources recrute présentement des membres: toute personne intéressée au développement de l'audio-visuel en Ontario francophone (photographes, cinéastes, artisans de la télévision, etc...) est invitée. Nous serions particulièrement intéressés à entrer en communication avec des personnes qui travaillent présentement à des projets de cinéma, de télévision, ou autres. Cinésources pourrait devenir le lieu d'un échange d'expériences en plus de servir d'organisme stimulant un développement dans la communauté sur le plan

de l'audio-visuel.

De plus en plus d'intervenants travaillent dans le domaine des communications en Ontario. L'ACFO songe à intervenir au niveau des radio-communautaires. Il serait temps de se concerter pour mieux planifier le développement au niveau provincial.

Il faudrait coordonner les politiques de chacun des intervenants tout en assurant une participation active de tous les intéressés et surtout de la population. Il est prématuré d'envisager l'équivalent d'un Contact ontariois pour les arts-audio-visuels. Il faudrait d'abord analyser la situation présente, envisager le potentiel d'avenir et planifier des objectifs en conséquence. Il serait opportun de convoquer un genre de sommet des industries des communications en Ontario francophone. Avis aux artisans... *

Une politique de développement culturel

SUITE DE LA PAGE 13

lui-même, car *cet esprit de dépendance est l'un des principaux freins au développement de l'initiative créatrice et de la conscience sociale.*

Le document de l'UQAM répond ensuite plus précisément à différentes propositions du Livre Vert, pour signaler l'importance de la formation des animateurs culturels et de la place que la recherche devrait avoir dans une politique culturelle concrète.

Au total, ce que soulève ce document est tout à fait applicable, non seulement à la politique culturelle de notre gouvernement, mais aussi à celle des troupes. **Ce qu'il faut privilégier, c'est non l'importance du nombre des activités** (et je pense en particulier à notre appétit d'ateliers en tous genres, de stages etc.) **mais bien les finalités de ces activités**, en particulier leur rôle comme médiateurs vers des objectifs de développement. Cela revient aussi à souligner le rôle de l'ANIMATION dans nos activités théâtrales en particulier. Cette animation devant aboutir à une **véritable démocratisation de nos outils de création** et à la prise en charge, par la population elle-même, de sa propre expression culturelle.

Finalement, **cela revient à dire que tout agent de développement culturel devrait avoir comme objectif sa propre disparition.** (Je sais qu'on y pense, à Théâtre-Action en particulier, mais y pense-t-on souvent quand on est en situation de donner un atelier ou de monter un spectacle avec une troupe communautaire?) *

RÊVES D'EMPIRE

Le Canada avant 1700

L'aube de notre histoire racontée par 250 documents dont des cartes, des documents iconographiques et des manuscrits provenant de 52 institutions canadiennes et étrangères.

Jusqu'au 4 avril 1982

Exposition ouverte tous les jours, de 9h à 21h

395, rue Wellington, Ottawa

Entrée gratuite



Public Archives
Canada

Archives publiques
Canada

Canada

